

Seul le discours prononcé fait foi

LUXEMBOURG

**Intervention de S.E. Monsieur Jean Asselborn
Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires étrangères**

Conférence des Nations Unies
pour un Traité sur le commerce des armes

New York, le 2 juillet 2012

**Statement by H.E. Mr. Jean Asselborn
Deputy Prime Minister, Minister of Foreign Affairs**

United Nations Conference
on the Arms Trade Treaty

New York, July 2nd, 2012

Candidat au Conseil de sécurité

2013-2014

Candidate for the Security Council

Monsieur le Président,

Permettez-moi tout d'abord d'exprimer ma satisfaction de vous voir présider cette Conférence des Nations Unies pour un Traité sur le commerce des armes. Je suis confiant que votre expertise en la matière, votre capacité de médiateur et votre approche inclusive vous permettront de tenir le cap et de nous mener à bon port, malgré les tempêtes qui nous attendent sans aucun doute au cours de ces quatre semaines de négociations.

Monsieur le Président,

Excellences,

Mesdames et Messieurs,

Le Luxembourg souscrit pleinement à la déclaration de l'Union européenne.

Arriver à bon port, cela signifie aboutir à un traité robuste et fort, qui bénéficiera du plus large soutien possible de la communauté internationale, et qui pourra être signé et ratifié par le plus grand nombre d'Etats possible. Le Traité sur le commerce des armes bénéficiera à tous les pays, de toutes les régions du monde. Le Luxembourg n'appartient ni à la catégorie des pays qui produisent des armes, ni à celle des pays qui sont directement affectés par des conflits et la souffrance provoquée par les armes. Mais la préservation de la paix et de la sécurité, le respect des droits de l'homme et du droit international humanitaire sont les fondements de la sécurité collective et une responsabilité qui nous incombe à tous. C'est ce sens de la responsabilité commune qui devra nous guider dans l'adoption de règles efficaces et équitables sur le commerce des armes.

Monsieur le Président,

Le Luxembourg a appuyé le processus menant vers un Traité sur le commerce des armes depuis ses débuts, ayant été en 2006 un des co-auteurs de la résolution 61/89. En septembre 2010, le Luxembourg a cofinancé le symposium de Boston sur le TCA organisé par l'Université du Massachusetts. Ce symposium a réuni des représentants gouvernementaux et de la société civile, qui ont pu débattre de manière franche et ouverte sur la portée, les paramètres et la mise en œuvre d'un futur traité sur le commerce des armes. Ce colloque a renforcé notre conviction qu'il faut un TCA qui réduise les conséquences néfastes pour la sécurité nationale, internationale et humaine causées par un commerce d'armes insuffisamment régulé.

Monsieur le Président,

Tous les Etats membres n'ont pas la même capacité administrative et partent de situations très différentes en termes de base économique, de système de contrôle des exportations d'armes et de cadre légal. Nous aspirons à un standard uniforme, mais le TCA doit être suffisamment flexible pour que nous puissions prendre en compte ces différentes situations et atteindre l'universalité.

Nous nous attendons donc à un traité équilibré, mais qui soit en même temps robuste et fort, avec un champ d'application aussi large que possible tant au niveau du matériel que des types de transferts soumis à contrôle. Le traité devra couvrir toutes les armes conventionnelles figurant dans le Registre des armes classiques des Nations Unies, ainsi que les armes légères et de petit calibre, toutes les munitions, et les technologies associées. Il doit viser tous les types de transferts, les importations et exportations, les transits, les transbordements, le prêt et le don d'armes, ainsi que le courtage.

Dans le contexte de la portée du traité, il est important que nous attachions le plus grand soin à la terminologie et aux définitions des produits et activités retenus, de manière à laisser le moins de place possible aux interprétations divergentes de ce qui est couvert par le traité.

Les critères à appliquer pour l'évaluation des risques liés à un transfert d'armes doivent être solides et ambitieux et ne doivent pas uniquement couvrir les embargos décidés par les Nations Unies. Nous attachons une importance particulière à ce que les critères prennent en compte le respect des droits de l'homme et du droit humanitaire international. Les critères à prendre en compte avant d'autoriser un transfert pourraient éventuellement s'inspirer de la liste de critères en vigueur pour les exportations d'armements dans l'Union européenne.

Finalement, il importe à notre avis que le traité contienne des clauses de coopération internationale, afin d'assister les Etats qui rencontrent des difficultés pour établir des systèmes efficaces de contrôle et pour mettre en œuvre les obligations en matière de transparence que nous souhaitons voir figurer dans le traité, notamment sous forme de rapports périodiques obligatoires.

Monsieur le Président,

Les organisations non-gouvernementales ont été une force motrice majeure dans le processus visant une meilleure régulation du commerce des armes qui nous a menés aujourd'hui dans cette salle. Depuis de nombreuses années, les ONG ont enrichi les discussions sur le futur Traité et leur engagement a été crucial pour sensibiliser les gouvernements et attirer leur attention sur des points que les Etats ont parfois oubliés de prendre en compte. Je me félicite qu'elles soient au rendez-vous de cette conférence. Continuons à les écouter et à intégrer leur message dans nos travaux !

Monsieur le Président,

La prévention des conflits est l'une des principales obligations énoncées dans la Charte des Nations Unies, et c'est en travaillant ensemble, de bonne foi et dans un esprit de consensus, que nous pourrons contribuer à cet objectif en adoptant d'ici quatre semaines un Traité sur le commerce des armes efficace et équilibré.

Je vous remercie de votre attention.

Mr President,

Allow me, first of all, to express my satisfaction to see you chair this United Nations Conference on the Arms Trade Treaty. I am confident that your expertise in this subject matter, your diplomatic finesse and your inclusive approach will allow you to stay the course and safely to steer us to our destination, despite the rough winds we may have to navigate during the coming four weeks of negotiations.

Mr President,

Excellencies,

Ladies and Gentlemen,

Luxembourg associates itself fully with the statement of the European Union.

Sailing safely to our destination means arriving at a comprehensive and robust treaty, which benefits from the largest possible support of the international community and which can be signed and ratified by the greatest possible number of States. The Arms Trade Treaty will benefit all countries of all regions of the world. Luxembourg belongs neither to the category of arms-producing countries nor to the category of countries directly affected by conflict and the suffering provoked by arms. But the preservation of peace and security, the respect for human rights and international humanitarian law are the foundations of collective security and a responsibility shared by all of us. It is this sense of common responsibility that should guide us towards the adoption of effective and appropriate rules for the arms trade.

Mr President,

Luxembourg has supported the process leading to an Arms Trade Treaty since its inception, having been one of the co-sponsors of Resolution 61/89 in 2006. In September 2010, Luxembourg co-financed the Boston Symposium on the ATT organised by the University of Massachusetts. This symposium brought together government and civil society representatives, who could debate the scope, parameters and implementation of a future Arms Trade Treaty in a frank and open manner. This conference strengthened our conviction that we need an ATT

which reduces the deeply harmful consequences for national, international and human security of an insufficiently regulated arms trade.

Mr President,

Member States do not all have the same administrative capacity and may start from very different contexts in terms of economic basis, arms export controls system and legal framework. We aspire to a uniform standard, but the ATT need to be sufficiently flexible for us to account for these different situations and attain universality.

We thus expect a treaty which will be balanced and at the same time robust and comprehensive, with as wide a scope as possible, both as concerns the material and the types of transfers to be put under control. The treaty must cover all conventional weapons in the UN Register of Conventional Arms, as well as small arms and light weapons, all ammunition and related technology. It must cover all types of transfers, import and export, transit and trans-shipments, loans, gifts, as well as brokering.

In the context of the scope of the Treaty, it is important that we take the utmost care with terminology and the definition of included products and activities, so as to leave the least possible room for diverging interpretation of what is covered by the Treaty.

The criteria to be applied for the evaluation of risks linked to arms transfers must be solid and ambitious and must not be restricted to embargoes decided by the United Nations. We attach particular importance to the need for those criteria to include the respect for human rights and international humanitarian law. The criteria to be taken into account for the authorisation of a transfer could perhaps be inspired by the current list of criteria for arms exports in the European Union.

Finally, it would be important in our view that the Treaty contains clauses on international cooperation, in order to assist States which face difficulties in establishing effective controls systems and in implementing obligations in terms of transparency which we would like to see in the Treaty, notably in the form of obligatory periodic reports.

Mr President,

Non-governmental organisations have been a major driving force in the process aiming at better regulating the arms trade, which has brought us together in this room today. For many years, NGOs have enriched the discussions on the future Treaty and their commitment has been crucial to sensitise governments and attract their attention to issues which States have sometimes overlooked. I salute their presence at this Conference. Let us continue listening to them and integrating their message in our work.

Mr President,

The prevention of threats to the peace is one of the principal purposes of the United Nations, as stipulated in the Charter: by working together, in good faith and in a spirit of consensus, we can contribute to this objective by adopting an effective and balanced Arms Trade Treaty in four weeks' time.

Thank you for your attention.